



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2706

Texte de la question

AFFAIRE CLEARSTREAM

M. le président. La parole est à M. Philippe Martin, pour le groupe socialiste

M. Philippe Martin. Monsieur le président, mes chers collègues, il y a soixante-dix ans, jour pour jour, c'était la victoire du Front populaire et du peuple souverain. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

En songeant à l'état d'impuissance de votre Gouvernement, je ne résiste pas à rappeler ici les mots de Léon Blum : " Toute classe dirigeante qui ne peut maintenir sa cohésion qu'à la condition de ne pas agir est condamnée à disparaître de l'Histoire. " (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Jean-Pierre Brard. Très bien !

M. Philippe Martin. Monsieur le Premier ministre, en constatant hier que vous ne répondiez pas aux questions pourtant précises et légitimes de mes collègues François Hollande et Christophe Caresche, on en venait à se dire que, s'il est une expérience qui vous fait défaut, ce n'est effectivement pas celle d'être nommé pour vous occuper de l'État - avec, semble-t-il, une prédilection pour ses aspects les plus glauques -, mais bien celle de ne jamais avoir été élu pour servir les Français.

Aujourd'hui encore, en dépit des évidences et des révélations (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), vous vous accrochez à une ligne de défense humainement émouvante, mais politiquement pathétique.

Ma question sera donc extrêmement brève et vous pouvez y répondre d'un seul mot. Le général Rondot a déclaré sous serment que, le 9 janvier 2004, dans votre bureau, en votre présence, vous avez évoqué les noms de trois personnes, qui siègent habituellement sur ces bancs : Nicolas Sarkozy, Dominique Strauss-Kahn et Laurent Fabius.

Monsieur le Premier ministre, oui ou non, avez-vous cité ces trois noms ce jour-là ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Écoutez la réponse, avant de protester ! (Mêmes mouvements.)

Asseyez-vous ! Cela ne sert à rien de crier ! Écoutez la réponse !

M. Jean-François Copé, *ministre délégué au budget et à la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement*. Je regrette, monsieur Philippe Martin, le ton très polémique que vous avez choisi pour votre question. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) J'y apporterai une réponse apaisée.

M. Augustin Bonrepaux. Il ne veut pas répondre !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. Il y a, dans des situations difficiles comme celle que nous traversons, d'un côté, les faits - et c'est à la justice de faire toute la lumière sur les faits -, et de l'autre, la polémique, la rumeur. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Albert Facon. L'affaire !

M. Augustin Bonrepaux. La vérité !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. Il y a aussi le double langage.

Monsieur Martin, je vais rappeler à votre mémoire un ou deux faits simples.

Il y a quelques années, lorsqu'un de vos collègues avait été mis en cause, puis un peu plus tard relaxé, M.

Hollande avait eu l'occasion de dire, dans une interview à *L'Humanité* ...

M. Augustin Bonrepaux. Monsieur le Premier ministre, répondez !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. ...que les affaires doivent rester du domaine de la justice. M. Hollande était sage. Il avait été relayé, juste après par M. Ayrault, lors des journées parlementaires du PS en 1999,...

M. Christian Bataille. Cela n'a rien à voir !

M. le ministre délégué au budget et à la réforme de l'État. ...sans doute à une époque où, à cause des affaires, les opposants que nous étions étions sans doute très offensifs. M. Ayrault avait alors déclaré : " Les socialistes n'ont jamais voulu faire de l'exploitation des affaires un élément de débat politique. Nous voulons être jugés seulement sur nos idées, nos actes, nos projets. "

Mesdames, messieurs, au travail ! (*Rires et applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Jean-Pierre Balligand. Si ce n'est pas de la langue de bois !

Données clés

Auteur : [M. Philippe Martin](#)

Circonscription : Gers (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2706

Rubrique : État

Ministère interrogé : budget et réforme de l'Etat

Ministère attributaire : budget et réforme de l'Etat

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 mai 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 mai 2006